



ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

CENTRE INTERNATIONAL DE VIENNE

B.P. 300, A-1400 VIENNE (AUTRICHE)

TÉLÉPHONE: (+43 1) 260 26-0 TÉLÉCOPIEUR: (+43 1) 26026 6815 www.unido.org

Réf: NM/fs

le 5 octobre 2021

Objet: Appel d'offres N°1100158517 – Identification d'un prestataire agissant comme agence fiduciaire digitale pour la mise en place d'un mécanisme financier digital en faveur des entrepreneurs dans la filière de mangue en Guinée-Bissau.

Mesdames, Messieurs,

L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL (ONUDI), en accord avec le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LA GUINÉE BISSAU (ci-après dénommé le « Gouvernement »), vous invite par la présente à faire une soumission écrite concernant la prestation des services décrits à l'Annexe I et dans les documents ci-joints.

1. Date limite de soumission

Pour être prise en considération, votre soumission technique détaillée doit parvenir à l'adresse électronique indiquée au paragraphe 3.b) au plus tard le **mardi le 2 novembre 2021, 17:00**, heure de Vienne, Autriche.

2. Généralités

a) Cet appel d'offres vise à obtenir les services d'une organisation disposant des moyens nécessaires pour assumer l'entière responsabilité des travaux envisagés et assurer l'exécution complète du projet. Les Termes de Référence ci-joints (Annexe I) ont seulement pour objet de donner une idée de l'ampleur des travaux à effectuer.

b) Votre soumission doit être exhaustive, détaillée et originale. Il importe que les renseignements soient aussi complets et clairs que possible. L'ONUDI recherche une organisation capable de faire en sorte que les objectifs du projet soient atteints rapidement moyennant un prix raisonnable. Votre soumission sera donc évaluée eu égard notamment aux éléments suivants : compréhension des problèmes techniques soulevés; conception de la méthode optimale pour atteindre les résultats souhaités; réalisme des coûts indiqués; moyens disponibles pour accomplir la tâche; expérience du personnel que vous affecterez à ce projet; expériences et réalisations de votre organisation dans ce domaine.

c) La durée des services et le nombre estimé de mois de services nécessaires pour les accomplir, indiqués dans le présent document et/ou dans l'Annexe 1, n'ont été fixés qu'à des fins de planifications. Nous examinerons avec soin toute suggestion ou recommandation que vous pourriez formuler à ce sujet dans votre soumission.

d) Vous devez respecter strictement toutes les exigences du présent cahier des charges. Aucune modification ou substitution aux Termes de Référence ci-joints (Annexe 1) ne sera acceptée sauf accord exprès de l'ONUDI.

e) Afin d'être prise en considération, votre offre devra satisfaire aux exigences des critères de qualification et d'évaluation ci-joints en Annexe 2.

f) Pour ce projet, le facteur temps a une importance capitale. Il sera tenu compte, pour attribuer le contrat, de votre aptitude à entreprendre promptement les services et de la durée prévue pour l'exécution du contrat.

3. **Préparation et présentation des soumissions**

a) Votre soumission doit être établie conformément aux instructions données dans le présent appel d'offres ;

b) La soumission doit être envoyée en format électronique compatible avec Microsoft à l'adresse suivante : **AO_1100158517@unido.org** portant la mention : **Appel d'offres N°1100158517**

**A l'attention de Mme. Natalie Maabdi
Responsable de Contrats**

La soumission doit être présentée en deux parties distinctes l'offre technique contenant les informations requises dans le sous-paragraphe 3c) ci-dessous, et l'offre commerciale présentant les informations requises dans le sous-paragraphe 3d). L'offre technique ne doit comprendre aucune indication de prix.

Votre offre doit être signée par une personne juridiquement habilitée à engager contractuellement votre organisation.

c) **Offre technique :**

i) Toute la documentation technique relative aux équipements/produits que vous offrez, en langue française;

ii) Une déclaration suivant laquelle vous vous engagez à affecter au projet un personnel compétent et qualifié, appartenant de préférence à votre organisation. Toutes les personnes que vous prévoyez d'affecter au projet doivent avoir une bonne connaissance de la langue française ;

iii) Le nom et les qualifications du (des) sous-traitant(s) proposé(s), le cas échéant, avec indication de la nature et de l'importance des travaux qui leur seraient confiés ;

- iv) Une déclaration relative de la capacité de votre entreprise/organization, le nombre d'employés, l'expérience pratique dans le secteur concerné, la structure et la description de l'entreprise (voir cahier des charges), avec des références pertinentes aux projets/services similaires à ceux qui constituent l'objet du présent appel d'offres (taille des projets exécutés et l'étendue du travail effectué) ;
- v) Une explication de votre compréhension du travail demandé dans le cahier des charges, ainsi qu'un calendrier détaillé de l'exécution dudit travail
- vi) Toute autre information que vous jugerez appropriée. Cependant, inutilement élaborer des brochures et autres présentations plus que suffisant pour présenter une proposition complète et efficace n'est pas encouragé

d) Offre commerciale/dossier administratif

La partie commerciale de votre soumission doit contenir les éléments ci-après, dont la liste n'est pas limitative :

- i) Copies des pièces légales prouvant le statut juridique de votre organisation qui peut fournir les services requis (copie de votre accréditation, de votre registre de commerce et de votre numéro d'enregistrement fiscal), ainsi qu'une attestation prouvant que votre organisation a rempli ses obligations fiscales et sociales.
- ii) Un prix fixe et définitif pour l'ensemble des services requis dans le présent appel d'offres;
- iii) Une ventilation détaillée du prix fixe et définitif conformément aux instructions figurant à l'Annexe 1 ;
- iv) Une déclaration selon laquelle votre entreprise/organisation n'est pas insolvable, en redressement ou liquidation judiciaire, faillite ou en liquidation;
- v) Une déclaration selon laquelle vos administrateurs et dirigeants n'ont pas été condamnés, dans les cinq (5) dernières années, pour une infraction criminelle liée à leur conduite professionnelle ou la réalisation de fausses déclarations ;
- vi) Une déclaration selon laquelle votre entreprise/organisme poursuit la politique de tolérance zéro envers toutes les formes de corruption, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin
- vii) Une déclaration selon laquelle vous avez examiné avec soin le modèle de Contrat type (Annexe 3) et ses annexes et êtes en accord avec ses termes et conditions ;
- viii) Une déclaration selon laquelle votre proposition est **valable pour une période minimale de cent vingt (120) jours**, à compter de la date de clôture du présent Appel d'Offres. Une fois que votre proposition est acceptée au cours de cette période, le prix indiqué dans votre proposition doit rester inchangé pendant toute la période du contrat qui en résultera.

- e) Nous vous remercions d'accuser réception du présent appel d'offres et de nous faire savoir dans les meilleurs délais par courriel, si vous présenterez une soumission et à quelle date. À cet égard, nous vous prions d'indiquer le numéro du présent appel d'offres et la référence du projet dans l'objet de vos correspondances.

4. **Type de contrat**

Un contrat avec un prix fixe et définitif est envisagé pour le présent marché. Un Contrat type est joint en Annexe 3.

5. **Acceptation de la soumission**

L'ONUDI examinera et évaluera en toute équité et impartialité les soumissions reçues. Pour attribuer le contrat, elle prendra en considération tous les éléments mentionnés dans le présent appel d'offres et choisira la meilleure soumission présentée (c'est à dire la soumission qui est la plus avantageuse tout en étant techniquement acceptable). L'ONUDI s'efforcera de vous faire connaître sa décision dans les meilleurs délais.

6. **Rejet des soumissions et/ou négociations**

L'ONUDI se réserve le droit de ne retenir aucune soumission présentée et d'engager des négociations avec toute personne physique ou morale, dans les conditions qu'elle jugera nécessaires et épousant au mieux les intérêts de l'ONUDI.

7. **Conditions et modalités du contrat**

Sous réserve des modifications prévues par ailleurs dans le présent appel d'offres, un Contrat sera établi sur la base des conditions et modalités figurant dans l'Annexe 3 ci-joint, qui comprend les documents suivants :

Contrat type

Annexe A : Conditions générales de contrat de l'ONUDI

Annexe B : Privilèges et immunités de l'ONUDI

8. **Paiements**

Les paiements seront effectués selon les termes de paiement standard de l'ONUDI, tel que spécifié dans le calendrier des livrables des Termes de Référence (Annexe 1).

9. Votre soumission en deux parties distinctes (technique et commerciale) doit mentionner clairement les points suivants :

a) **Appel d'offres N° 1100158517**

b) **Projet N° 190405**

c) **Date/heure limite de soumission: Mardi 2 novembre 2021, 17:00 heure de Vienne, Autriche**

10. **Demande de renseignements**

Toutes les questions relatives aux aspects techniques ou contractuels du projet devront être adressées **au plus tard le mardi 19 octobre 2021**, comme indiqué ci-après :

Par e-mail à Mme. Natalie Maabdi et Mme Francine Simbare

E-mail: N.Maabdi@unido.org et F.Simbare@unido.org

Dans l'attente de votre soumission, nous vous prions d'agréer, Messieurs, l'assurance de notre considération distinguée.



Natalie Maabdi
Responsable des contrats
Division du Service des achats
Département des Services d'Appui aux Opérations
Direction de la Gestion Institutionnelle et des Opérations

Pièces jointes:

Annexe 1 – Termes de Référence

Annexe 2 - Critères de qualification et de sélection

Annexe 3 – Contrat Type

Annexe A - Conditions contractuelles générales de l'ONUDI

Annexe B – Facilités, Privilèges et Immunités de l'ONUDI

Annexe 4 - Formulaire de réponse à un Appel d'Offres

ANNEXE 1

TERMES DE RÉFÉRENCE

Identification d'un prestataire agissant comme agence fiduciaire digitale pour la mise en place d'un mécanisme financier digital en faveur des entrepreneurs dans la filière de mangue en Guinée-Bissau.

Numéro du Projet : 190405

1. Informations générales de contexte

Le projet intitulé « Amélioration de la compétitivité de la filière mangue de la Guinée-Bissau : production, transformation locale et appui à l'exportation » est le volet national pour la République de Guinée Bissau, du Programme de Compétitivité de l'Afrique de l'Ouest (PCAO – WACOMP – West African Competitiveness Programme), financé par l'Union Européenne. Il s'inscrit dans le cadre du Programme Indicatif Régional (PIR) 2014–2020 pour l'Afrique de l'Ouest (11ème FED).

La croissance du PIB réel, stabilisée à environ 5,3 % en 2018, est soutenue par l'industrie de la pêche et surtout par l'agriculture, notamment le riz et les noix de cajou, qui comptent pour 45,3 % du PIB, près de 85 % de l'emploi, et plus de 90 % des exportations, selon les statistiques les plus récentes publiées par la Banque Africaine de Développement. Cependant, les fortes variations de prix des noix de cajou, première source de revenus du pays, et le manque d'infrastructures impactent profondément la compétitivité du pays, limitent les possibilités de diversification et entravent le maintien d'une croissance soutenue et inclusive.

Par ailleurs, la Guinée-Bissau dispose de ressources naturelles exceptionnelles et bénéficie de conditions climatiques et de sols uniques qui sont peu et mal exploitées, tout d'abord en raison d'un manque de capacités techniques et d'organisation des filières agricoles. Hormis l'exportation de noix de cajou non transformé, aucune autre culture n'est la cible d'une démarche commerciale « collective » et institutionnalisée. C'est le cas de la mangue qui ne fait l'objet que de quelques initiatives individuelles non concertées de commercialisation à l'export.

La compétitivité économique de la Guinée Bissau repose d'abord sur le renforcement des capacités productives, de transformation et de commercialisation en conformité avec les normes de qualité régionales et internationales. D'une façon générale, l'appui au développement, à la structuration et à la mise à niveau des filières à potentiel commercial et d'inclusion socio-économique comme la mangue, permettra d'améliorer la compétitivité et l'emploi en Guinée-Bissau comme dans le reste de la CEDEAO.

L'objectif global de ce projet est de contribuer au renforcement de la compétitivité des pays de l'Afrique de l'Ouest et à son intégration dans les systèmes de commerce régionaux et internationaux. Les objectifs spécifiques et les résultats attendus de l'action au titre de la composante Guinée Bissau du PCAO sont :

- Objectif Spécifique 1 (OS1) : Améliorer la performance de la filière « Mangue » en Guinée Bissau et favoriser sa croissance, en stimulant sa contribution à l'industrie locale, au commerce régional et international ainsi qu'à la création d'emplois dans le pays.
 - Résultat 1 (R.1) : La compétitivité des agents économiques clés de la chaîne de valeur de la mangue en Guinée Bissau est améliorée, notamment grâce à des activités de renforcement des capacités productives et commerciales, de mise à niveau et de mise en réseau.
 - Résultat 2 (R.2) : Les organisations intermédiaires d'appui au secteur horticole sont renforcées et leurs services sont améliorés et amplifiés.
- Objectif Spécifique 2 (OS2) : Améliorer le climat des affaires en Guinée Bissau, notamment grâce à l'intégration des politiques régionales en faveur de la compétitivité dans les politiques nationales.
 - Résultat 3 (R.3) : Les politiques, normes et mécanismes de la compétitivité de la CEDEAO sont intégrés dans le cadre politique, stratégique, légal et réglementaire de la Guinée-Bissau et contribuent à l'amélioration du climat des affaires.

2. Objectif du projet

Ces termes de références font suite à l'identification de besoins pour le renforcement des capacités des bénéficiaires dans les régions de Cacheu, Bafata, Ohio et Bissau. Ils permettront de mettre en œuvre le résultat 1.4.2 qui consiste à appuyer les acteurs de la filière dans la coordination de la mise en place et l'opérationnalisation de mécanismes financiers disponibles et innovants pour la mangue. Plus précisément, ce produit vise à réaliser une cartographie des structures d'appui financier opérant en Guinée-Bissau avec une analyse de l'offre de services financiers et à mettre en place un mécanisme financier qui prend en compte l'ensemble des acteurs de la filière.

Les présents termes de références sont conçus pour identifier un prestataire local qui opérera comme agence fiduciaire émettrice de monnaie électronique devant opérationnaliser une plateforme digitale de paiement de masse aux bénéficiaires du projet.

L'objectif des présents Termes de Références est de mettre en place une plateforme digitale de paiement instantané et de masse en faveur des nano et micro entrepreneurs, bénéficiaires du projet.

3. Description des services contractuels requis

En accord avec l'ONUDI, le contractant agissant comme agence fiduciaire émettrice de monnaie électronique aura pour principale mission d'assurer les paiements électroniques directs sécurisés aux bénéficiaires du présent projet. Le contractant devra fournir une plateforme digitale de paiement de masse à l'ONUDI. Cette plateforme devra permettre de générer des pièces justificatives de toutes les opérations de paiement et les remettre de manière électronique et sécurisée à l'ONUDI.

Le contractant assurera :

- a) Les paiements sécurisés des bénéficiaires du projet directement sur leurs téléphones mobiles.
 - a. Le contractant en sa capacité d'agence fiduciaire ou émettrice de monnaie électronique assurera les paiements électroniques sécurisés des bénéficiaires identifiés par le projet WACOMP-GB et des PME/PMI (champions) sélectionnées par le projet WACOMP-GB. Les modalités de paiement, ainsi que les montants à payer seront définis par l'ONUDI et transmis au contractant dès qu'un agrément sera signé. L'ONUDI désignera officiellement une personne qui autorisera les paiements.
 - b. Frais de traitement de la transaction : un montant forfaitaire qui sera proposé par le prestataire couvrira les frais de traitements engagés pour le transfert des fonds aux bénéficiaires.
- b) La gestion administrative, financière et comptable.
 - a. Le contractant assurera l'enregistrement physique des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet afin de garantir leur identification et leur traçabilité (identification via une pièce d'identité - carte nationale d'identité ou passeport, attestation d'identité délivrée par un Commissaire de police ou permis de conduire en cours de validité- et enregistrement dans une base de données sécurisée).
 - b. Le contractant ouvrira un compte électronique lié à un numéro de téléphone unique que le bénéficiaire déclarera au début de l'opération. Le contractant assurera également la traçabilité de toutes les opérations financières effectuées et la remise de ces pièces à l'ONUDI. A ce titre, le contractant réalisera les transferts de fonds ordonnés par l'ONUDI et en rendra compte dans les 5 jours suivants les transferts effectifs de fonds. De manière mensuelle le contractant tiendra à jour la situation financière et en rendra compte à l'ONUDI.

4. Durée de la prestation

Le contractant devra commencer la mise en place de la plateforme, une semaine après la notification de l'adjudication du marché. Toutes les activités de paramétrage, d'ouverture de compte principal et de formation du point focal de l'ONUDI devront se faire un mois avant le paiement de la première tranche du contrat. La plateforme digitale devra être fonctionnelle pendant toute la durée du projet.

5. Zone d'intervention, personnel et prérequis minimaux sur le terrain.

Dans le cadre du projet le contractant sera amené à intervenir dans les régions de Bissau, Cacheu, Ohio et Bafata.

En cas d'attribution de contrat, le contractant doit remplir les critères minimaux suivants :

- Avoir une existence juridique et légale (registre de commerce, trois dernières attestations d'imposition, trois dernières attestations de sécurités sociales, un avis de non faillite) ;
- Avoir une adresse physique à Bissau (fournir l'adresse) ;
- Avoir une Licence d'émission de monnaie électronique, de transfert de fonds;
- Avoir une plateforme électronique opérationnelle de paiement de masse compatible avec le mobile banking ;
- Avoir la capacité financière requise de mise à disposition d'espèces suffisantes sur le terrain pour l'opération demandée (fournir justificatifs) ;
- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience dans le transfert des fonds décentralisés par des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;

- Fournir la preuve d'expériences similaires précédentes dans le transfert des fonds décentralisés par des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) fournir les contacts téléphoniques et email d'au moins trois références) ;
- Disposer d'un compte bancaire ouvert dans une banque commerciale pour recevoir les fonds envoyés de l'ONUDI. Le compte client qui sera utilisé sera tenu séparément des autres comptes propres de la structure. Il sera libellé en FCFA ;
- Avoir un réseau d'agences montrant une capacité d'intervention simultanée sur l'ensemble du pays et pouvant garantir le paiement sécurisé dans les villes, des agences locales opérationnelles et avoir du personnel qualifié. Les curricula vitae qui seront fournis sont ceux des agents qui seront mis à disposition.
- Avoir un réseau d'agence de retrait d'espèces couvrant les zones d'intervention du projet conjoint.

6. Critères linguistiques

Les services liés au mécanisme financier doivent être disponible en portugais, français, anglais. Les rapports doivent être rédigés en portugais ou en français

7. Livrables et rapports

- 7.1.**Le contractant assure l'enregistrement dans une base de données des bénéficiaires du projet dans les localités ciblées avec un mécanisme d'identification défini et sécurisé (enregistrement avec pièces d'identité et inscription dans une base de données). Un logiciel de paiement électronique groupé ou individuel, doté d'un outil de reporting est obligatoire ;
- 7.2.**Le contractant assure les paiements électroniques directs et sécurisés des bénéficiaires dans les localités ciblées avec un mécanisme de paiement électronique défini et sécurisé et tiendra compte des instructions spécifiques de l'ONUDI le cas échéant ;
- 7.3.**Le paiement des bénéficiaires du projet est effectué en temps et en heure selon une planification qui sera transmise par l'ONUDI ;
- 7.4.**Un processus de traçage et de transparence et la documentation du transfert effectif des fonds destinés aux bénéficiaires du projet est garanti et validé avec l'ONUDI ;
- 7.5.**Des rapports des paiements électroniques sécurisés des bénéficiaires du projet pour chaque ordre de transaction sont mis à la disposition de l'ONUDI au plus tard dans les 5 jours ouvrables après le paiement effectif des bénéficiaires et intervenants. Ces rapports comprendront mais ne se limiteront pas aux éléments suivants :
- Numéro de compte sur lequel le payement électronique a été fait
 - Numéro de l'ordre de transaction
 - Montant total de l'ordre de transaction
 - Liste des bénéficiaires et intervenants des activités de formation du projet ayant reçu leur paiement
 - Date de transfert et de réception du paiement en FCFA
 - Montant total des montants transférés en FCFA
 - Suivi des retraits (cash out) effectués par les bénéficiaires (date, montant, frais de retrait)

7.6. Des rapports de transferts mensuels sont mis à la disposition de l'ONUDI comprenant mais ne se limitant pas aux éléments suivants :

- Liste des ordres de transactions reçus
- Date de réception de l'ordre de transaction
- Montant de l'ordre de transaction
- Détails de l'ordre de transaction :
- Liste des bénéficiaires du projet
- Date de transfert et réception du paiement
- Montant du paiement en FCFA
- Lieu de paiement
- Montant total des transactions effectuées

7.7. Un rapport final de fin de prestations récapitulant les activités sur toute la durée de la prestation est fourni et soumis à l'acceptation de l'ONUDI comprenant les éléments suivants non limitatifs :

- Liste des ordres de transactions reçus
- Date de réception de l'ordre de transaction
- Montant de l'ordre de transaction
- Détails de l'ordre de transactions :
 - Liste des bénéficiaires du projet ayant reçu leur paiement
 - Date de transfert et de réception du paiement
 - Montant du paiement en FCFA
 - Montant total des montants transférés
 - Montant total des transactions effectuées

8. Description du processus et déviation

Dans le cadre du projet, le contractant est tenu d'opérer en suivant le processus décrit selon les critères techniques minimaux ci-dessous :

a. Description du processus.

i. Délais de transfert :

Les paiements sécurisés en faveur des bénéficiaires et des contributeurs doivent être effectués au plus tard 3 jours après la réception de l'instruction de paiement de l'ONUDI en monnaie électronique sur leurs téléphones directement.

ii. Contact/responsable du contrat chez le contractant :

Le contractant doit fournir à l'ONUDI une personne contact qui s'occupe de ce projet, cette personne doit être disponible pour répondre aux demandes de l'ONUDI pendant les heures de bureau.

Le contractant s'engage à traiter les demandes de paiements de l'ONUDI sous la forme d'avance des fonds à transférer.

Les versements seront effectués au plus tard 3 jours après la réception de l'instruction de paiement envoyée par l'ONUDI. Une fois que l'instruction de paiement a été traitée, les fonds transférés, une demande de remboursement doit être soumise à l'ONUDI sous la forme d'une facture du montant total transféré + les frais de services ainsi que le rapport de paiement (preuve du transfert effectif des fonds aux bénéficiaires).

iii. Rapports

Des rapports électroniques sécurisés, confirmant les paiements aux bénéficiaires devront être fournis à l'ONUDI pour chaque ordre de transaction au plus tard dans les 5 ouvrables après le paiement effectif des bénéficiaires.

b. Déviation

- i. En cas d'erreur dans le processus, entre l'instruction de paiement de l'ONUDI, le contractant:
 - Notifie l'ONUDI en temps voulu (1 jour maximum après l'erreur se soit produite)
 - Prend les mesures correctives nécessaires (dans les 2 jours maximum après l'erreur se soit produite) ;
- ii. Dans le cas où l'instruction de paiement de l'ONUDI est erronée, le contractant :
 - Notifie l'ONUDI en temps voulu (1 jour maximum après que l'erreur se soit produite)
 - Prend les mesures correctives nécessaires dans les cinq jours maximums après réception de la nouvelle instruction de l'ONUDI ;
 - Doit être en mesure de rembourser l'ONUDI si nécessaire (dans un délai minimum d'une semaine après réception de la demande de remboursement de l'ONUDI).

9. Coûts de la sous-traitance et co-financement

Le contractant s'engagera dans le cadre de sa politique de RSA (Responsabilité Sociétale de l'entreprise) à contribuer soit par un montant forfaitaire au fonds de crédit, soit par l'offre *pro bono* de quelques services supplémentaires comme la mise à disposition gratuite de terminaux numériques de type téléphones, tablettes pour faciliter la gestion comptables, financière et administratives des activités des bénéficiaires ou de tout autre service pouvant faciliter la mise en œuvre du présent mécanisme de financement.

Cependant, l'ONUDI s'engage à verser un montant forfaitaire symbolique pour couvrir les frais de transaction qui seront effectués dans le cadre du présent marché.

10. Modalité de paiement

- a. A la signature du contrat, le prestataire recevra un premier versement qui inclut :
 - i. Les frais forfaitaires de transaction (à convenir avec le prestataire) ;
 - ii. La première tranche du montant qui sera alloué aux bénéficiaires soit 40% ;
- b. La deuxième tranche du montant alloué aux bénéficiaires soit 30% après le premier transfert aux bénéficiaires (sur présentation et approbation du rapport mensuel des activités par l'ONUDI) ;
- c. La troisième tranche du montant alloué aux bénéficiaires soit 30% après le deuxième transfert aux bénéficiaires et sur présentation et approbation du rapport final des activités par l'ONUDI.

11. Qualifications des soumissionnaires et Critères d'évaluation des offres

11.1 Exigences de qualification des soumissionnaires

i. Opérationnel

- Extrait de Registre de commerce ou équivalent

Le soumissionnaire doit être enregistré en tant que personne morale autorisée à conclure des contrats de fourniture de services et de biens. Comme preuve, le soumissionnaire doit fournir une copie certifiée du registre de commerce ou équivalent, (registre de commerce, trois dernières attestations d'imposition, trois dernières attestations de sécurités sociales, un avis de non faillite) ;

- Licences/autorisations

Le soumissionnaire doit fournir une copie des licences et/ou autorisations requises en Guinée-Bissau permettant d'exécuter les services financiers requis dans le cadre de cet Appel d'offres, notamment une Licence d'émission de monnaie électronique, de transfert de fonds ;

- Avoir une adresse physique à Bissau (fournir l'adresse) ;
- Disposer d'une plateforme électronique opérationnelle de paiement de masse compatible avec le mobile banking ;
- Avoir la capacité financière requise de mise à disposition d'espèces suffisantes sur le terrain pour l'opération demandée (fournir justificatifs) ;
- Avoir au moins cinq (5) années d'expérience dans le transfert des fonds décentralisés par des technologies de l'information et de la communication (TIC) ;
- Fournir la preuve d'expériences similaires précédentes dans le transfert des fonds décentralisés par des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ;
- Avoir un réseau d'agences montrant une capacité d'intervention simultanée sur l'ensemble du pays et pouvant garantir le paiement sécurisé dans les villes, des agences locales opérationnelles et avoir du personnel qualifié. Les curricula vitae qui seront fournis sont ceux des agents qui seront mis à disposition ;
- Avoir un réseau d'agence de retrait d'espèces couvrant les zones d'intervention du projet conjoint.

ii. Expérience

- Années d'activité

Les soumissionnaires devront avoir un minimum de 5 ans d'existence et d'activité dans le domaine de service similaires à ceux faisant l'objet du présent Appel d'offre ;

- Références

Les soumissionnaires devront inclure dans leur proposition 3 références de projets similaires menés à bien. Les références doivent inclure les noms et contacts.

iii. Qualification financière

- Etats financiers

Une copie certifiée de l'état financier des trois (3) dernières années (ou de la période pendant laquelle le soumissionnaire a été en activité, si elle n'a pas encore atteint trois (3) ans) doit être fournie et le soumissionnaire doit répondre aux critères financiers de base suivants :

- Rentabilité
Le ratio de marge bénéficiaire ou le ratio de rendement des actifs doit être de préférence supérieur à un (1) % mais pas inférieur à 0,5 % en moyenne pour les trois (3) dernières années ;

- Ratio de solvabilité
Le ratio de solvabilité (rapport entre les actifs courants et les passifs courants) doit être de préférence supérieur à un (1), mais pas inférieur à 0,5 en moyenne sur les trois (3) dernières années ;
- Chiffre d'affaires
Le chiffre d'affaires annuel moyen des trois (3) dernières années (ou de la période pendant laquelle le Soumissionnaire a été en activité, si elle n'a pas encore atteint trois (3) ans) doit être au moins de deux (2) fois supérieure à la valeur prévue du contrat ;
- Litiges en cours : confirmation d'absence de litiges en cours.

11.2 Critères d'évaluation technique

- i. La conformité aux exigences spécifiées dans l'Appel d'offre doit être démontrée dans l'offre, y compris si/quand des produits/solutions alternatifs sont proposés, toute la documentation nécessaire doit être jointe à l'offre technique pour prouver l'équivalence ;
- ii. L'organisation, la structure du soumissionnaire ;
- iii. Les moyens que le soumissionnaire se propose de mettre en œuvre en cas d'attribution du contrat ;
- iv. La liste des agences, points de vente ou distributeurs agréés qui participeront à l'opération de cash-out (la liste devra comprendre les noms, adresse et numéro de téléphone des responsables) ;
- v. Adéquation de l'organisation et du plan de gestion pour satisfaire aux exigences de l'offre ;
- vi. Qualifications du personnel
 - L'expérience technique et les qualifications éducatives du personnel proposé seront évaluées sur la base du curriculum vitae soumis par rapport aux exigences de performance définies dans le dossier d'appel d'offre ;
Le personnel recruté doit avoir au moins des diplômes BAC+3 en gestion financière, comptable ou commerciale et au moins 3 ans d'expérience dans la gestion des plateformes digitales de paiement.

11.3 Critères d'évaluation commerciale

iv. Prix/coût

- Coût total en FCFA
- Prix total, c'est-à-dire la somme totale des prix unitaires selon la ventilation des coûts.

v. Contractuel

- Accord sur les conditions générales contractuelles de l'ONUDI.
- Acceptation du contrat type et des conditions contractuelles de l'ONUDI.

ANNEXE 2

CRITÈRES DE QUALIFICATION ET DE SÉLECTION

I. QUALIFICATIONS REQUISES

I.1 QUALIFICATIONS OPERATIONNELLES

Registre de Commerce – Immatriculation

Le Prestataire doit fournir une copie certifiée conforme du certificat d'enregistrement auprès des autorités compétentes.

Autorisations professionnelles – Licences

En conformité avec la législation locale, le prestataire devra joindre à son offre une copie des documents autorisant l'entreprise/société à exécuter les services requis dans le cadre de cet Appel d'Offres :

- Licence d'émission de monnaie électronique;
- Licence de transferts de fonds.

I.2 QUALIFICATIONS FINANCIÈRES

Le Prestataire devra fournir une copie certifiée des documents suivants :

- État financier des trois (3) dernières années (ou de la période pendant laquelle le prestataire a été en activité s'il n'a pas encore atteint les trois (3) ans requis),
- Ratio de marge bénéficiaire ou ratio de rendement des actifs de préférence supérieur > (1) % mais pas inférieur < (0.5) % en moyenne, pour les trois (3) dernières années;
- Ratio de solvabilité (rapports entre les actifs courants et les passifs courants) de préférence > (1) % mais pas inférieur < (0.5) % en moyenne, sur les trois (3) dernières années;
- Chiffre d'affaires annuel moyen des trois (3) dernières années (ou de la période pendant laquelle le prestataire a été en activité s'il n'a pas encore atteint les trois (3) ans requis) doit être d'au moins deux (2) fois supérieur > au montant estimé des travaux du présent Appel d'Offres,
- trois (3) dernières d'imposition;
- trois (3) dernières de sécurité sociales ;
- Avis de non-faillite.

I.3 DECLARATIONS

Le soumissionnaire devra fournir avec son offre des déclarations expresse suivantes:

- i) Absence de conflit d'intérêt,
- ii) Absence de condamnation des dirigeants et administrateurs,
- iii) Non suspension auprès des Nations Unies ou de toute autre organisation publique,
- iv) Confirmation de politique de tolérance zéro envers toutes formes de corruption.

II. CRITÈRES D'ÉVALUATION

II.1 CRITÈRES D'ÉVALUATION TECHNIQUES

Exigence de l'entreprise

L'entreprise devra avoir une adresse physique en Guinée-Bissau (fournir l'adresse).

Expérience de l'entreprise

- Avoir au moins cinq (5) ans d'expérience dans le transfert des fonds décentralisés par des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC) ;
- Démontrer son implication dans l'exécution de trois (3) projets similaires (avec attestations de référence et de bonne fin).

Moyens techniques

- Structure de l'organisation de l'entreprise
- Liste des agences agréées et disponibles pour l'opération de cash-out (la liste devra comprendre les noms, les adresses et les numéros de téléphone des responsables) ;
- Proposition du plan d'exécution et des moyens disponibles pour satisfaire aux exigences de l'Offre ;
- Capacité financière requise de mise à disposition d'espèces suffisantes sur le terrain (fournir les justificatifs).

Moyens humains

Le soumissionnaire devra fournir les détails sur les qualifications et les compétences du personnel affecté aux services (fournir les CVs).

Le nombre d'années d'expérience requiert est comme suit :

- Au moins des diplômes BAC + 3 en gestion financière, comptable ou commerciale ;
- Au moins trois (3) ans d'expérience dans la gestion des plateformes digitales de paiement.

Exigences linguistiques:

- La communication avec l'ONUDI se fera en français ou en anglais ;
- Les langues de travail sont le portugais, le français et l'anglais ;
- Les rapports devront être rédigés en portugais et/ou en français.

II.2 CRITÈRES D'ÉVALUATION COMMERCIAUX

- a) **PRIX/COÛTS** : Ventilation des coûts et Coût global en Fcfa;
- b) **TERMES DE PAIEMENT** : Acceptation des Termes de paiement proposés par l'ONUDI;
- c) **TERMES ET CONDITIONS CONTRACTUELS** : Acceptation des termes et conditions contractuels de l'ONUDI.

ANNEXE 3

CONTRAT TYPE

ANNEXE A

CONDITIONS GENERALES DE CONTRAT DE L'ONUDI

1. Nature confidentielle des documents

Les cartes, dessins, photographies, photomosaïques, plans, rapports, recommandations, devis, documents et autres données qui auront été établis par le Contractant ou reçus par lui au titre du présent Contrat seront la propriété de l'ONUDI, devront être considérés comme confidentiels et, après achèvement des travaux prévus par le présent Contrat, ne seront remis qu'aux fonctionnaires de l'ONUDI habilités à cet effet; à moins que l'ONUDI n'y consente par écrit, le Contractant ne pourra les communiquer qu'aux membres de son personnel chargés d'effectuer des travaux prévus par le présent Contrat.

2. Statut du Contractant

Le Contractant aura le statut juridique d'un entrepreneur indépendant. Toute personne que le Contractant aura affectée à des travaux prévus par le présent Contrat sera considérée comme étant au service du Contractant. Sauf dispositions contraires du présent Contrat, la responsabilité de l'ONUDI ne pourra pas être engagée en cas de revendication de quelque nature que ce soit liée à l'exécution desdits travaux. Le Contractant et les membres de son personnel devront respecter les lois, règlements et ordonnances en vigueur qui émanent des autorités légalement constituées du pays.

3. Responsabilité du Contractant concernant les membres de son personnel

Le Contractant garantit la compétence professionnelle et technique des membres de son personnel; pour effectuer les travaux prévus par le présent Contrat, il choisira des personnes dignes de confiance qui s'emploieront à exécuter lesdits travaux, se conformeront aux lois en vigueur dans le pays, respecteront les coutumes locales et feront preuve dans leur conduite de hautes qualités morales et éthiques.

4. Affectation du personnel

Le Contractant n'affectera à l'exécution de travaux sur le terrain aucune personne autre que celles qui sont mentionnées dans le présent Contrat, à moins qu'il n'ait obtenu au préalable l'agrément écrit de l'ONUDI. Le Contractant devra soumettre à l'ONUDI le curriculum vitae de toute autre personne qu'il se proposera de charger de travail sur le terrain.

5. Retrait de personnel

Sur demande écrite de l'ONUDI, le Contractant retirera du terrain tout membre de son personnel dont les services auront été fournis au titre du présent Contrat et, si l'ONUDI le demande, le remplacera par tout autre membre de son personnel susceptible d'être agréé par l'ONUDI. Toutes les dépenses et tous les frais accessoires découlant du remplacement, pour quelque motif que ce soit, d'un membre du personnel du Contractant seront à la charge du Contractant. Ces retraits de personnel ne seront pas considérés comme entraînant résiliation en totalité ou en partie du présent Contrat, au sens du paragraphe 12, intitulé "Résiliation", des présentes Conditions générales.

6. Délégation ou cession

Sauf assentiment préalable de l'ONUDI donné par écrit, le Contractant ne pourra céder, transférer, donner en gage ou utiliser à d'autres fins tout ou partie du présent Contrat ou des droits, créances ou obligations découlant du présent Contrat.

7. Sous-traitance

Si le Contractant a besoin de recourir aux services de sous-traitants, il devra préalablement obtenir par écrit, pour chacun d'eux, l'assentiment et l'agrément de l'ONUDI. Le fait que l'ONUDI aura approuvé le choix d'un sous-traitant ne dégagera le Contractant d'aucune de ses obligations découlant du présent Contrat et les clauses de tous les Contrats de sous-traitance devront être soumises aux dispositions du présent Contrat et être conformes à ces dispositions.

8. Privilèges et immunités de l'ONUDI

Aucune disposition du présent Contrat ni aucune conséquence en découlant ne pourront être considérées comme une renonciation aux privilèges et immunités de l'ONUDI.

9. Interdiction d'employer des fonctionnaires de l'ONUDI

Pendant toute la période au cours de laquelle le présent Contrat sera en vigueur, le Contractant ne pourra employer ni envisager d'employer des fonctionnaires de l'ONUDI sans avoir obtenu au préalable l'assentiment écrit de l'ONUDI.

10. Langue, poids et mesures

Sauf dispositions contraires du présent Contrat, le Contractant rédigera en anglais toutes les communications qu'il adressera à l'ONUDI au sujet des travaux à effectuer et tous les documents obtenus ou établis par ses soins qui ont trait à ces travaux. Sauf dispositions contraires du présent Contrat, le Contractant utilisera les poids et mesures du système métrique et il établira et enregistrera en unités métriques les estimations quantitatives.

11. Cas de Force Majeure

Aux fins du présent Contrat, sont considérés comme cas de force majeure les calamités naturelles, l'application de lois ou règlements en vigueur, les conflits du travail, les actes de banditisme, les troubles sociaux, les explosions et tout événement analogue de portée équivalente qu'aucune des parties n'a délibérément provoqués et n'est en mesure de maîtriser ou de faire cesser. Dès que possible après qu'un événement constituant un cas de force majeure se sera produit, le Contractant, s'il se trouve dans l'incapacité de faire face, en tout ou en partie, à ses obligations et responsabilités découlent du présent Contrat, en informera par écrit l'ONUDI en lui communiquant tous renseignements utiles à cet égard. En pareil cas, les dispositions ci-après seront applicables.

(a) Les obligations et les responsabilités du Contractant qui découlent du présent Contrat seront suspendues dans la mesure où le Contractant se trouvera dans l'incapacité d'y faire face et aussi longtemps qu'il en demeurera incapable. Pendant cette suspension et en ce qui concerne les travaux ainsi suspendus, l'ONUDI ne sera tenue de rembourser au Contractant, sur présentation des pièces justificatives, que les sommes afférentes à l'entretien indispensable du matériel du Contractant ainsi qu'à l'indemnité de subsistance du personnel réduit à l'inactivité par ladite suspension;

(b) Dans les quinze (15) jours qui suivront l'événement constituant un cas de force majeure, le Contractant soumettra à l'ONUDI un état estimatif des dépenses à prévoir pendant la période de suspension;

(c) La durée du présent Contrat sera prorogée d'une période égale à la période de suspension, mais il sera toutefois tenu compte des conditions particulières que pourrait imposer, pour l'achèvement des travaux, une prorogation d'une durée différente de celle de la période de suspension.

(d) Si, dans un cas de force majeure, le Contractant se trouve dans l'incapacité permanente de faire face, en totalité ou en partie, à ses obligations et responsabilités découlant du présent Contrat, l'ONUDI aura le droit de mettre fin au présent Contrat selon les modalités et dans les conditions énoncées au paragraphe 12, intitulé "Résiliation", des présentes Conditions générales, si ce n'est que le délai de préavis pourra en pareil cas être de sept (7) jours au lieu de trente (30) jours;

(e) Aux fins de l'application de l'alinéa d) qui précède, l'ONUDI pourra considérer que le Contractant se trouve dans l'incapacité permanente d'exécuter le Contrat si la durée de la période de suspension dépassant pas quatre-vingt-dix (90) jours sera considérée comme période d'incapacité temporaire.

12. Résiliation

L'ONUDI peut à tout moment résilier le présent Contrat, en totalité ou en partie, en adressant au Contractant, un préavis de trente (30) jours. Si la résiliation n'est pas due à une négligence ou à une faute du Contractant, l'ONUDI sera tenue de payer au Contractant les services déjà effectués ou pour les travaux déjà accomplis, le coût du rapatriement des membres du personnel du Contractant, les dépenses qu'imposera au Contractant la cessation de ses activités ainsi que le coût des travaux urgents qui seront indispensables et que l'ONUDI demandera au Contractant d'achever. Le Contractant maintiendra ces dépenses au minimum et n'entreprendra plus aucune nouvelle tâche à compter de la date à laquelle il aura reçu de l'ONUDI le préavis de résiliation.

13. Faillite

Si le Contractant est déclaré en faillite, s'il fait une cession générale à ses créanciers ou si son insolvabilité donne lieu à la désignation d'un liquidateur judiciaire, l'ONUDI pourra, sans préjudice de toutes autres voies de droit dont elle pourrait se prévaloir au titre du présent Contrat, mettre fin immédiatement au présent Contrat en notifiant cette résiliation par écrit au Contractant.

14. Assurance contre les accidents du travail et autres assurances

(a) Le Contractant prendra les dispositions voulues pour que tous les membres de son personnel appelés à travailler sur le terrain au titre du présent Contrat qui seront recrutés hors du pays du gouvernement bénéficiaire

et ne seront pas ressortissants de ce pays soient couverts, avant leur départ et pendant toute la durée de leur affectation, par une assurance contre les accidents du travail et une assurance responsabilité civile ;

(b) Pendant toute la durée des travaux, le Contractant couvrira par une assurance d'un montant approprié sa responsabilité civile en cas de décès, de lésion corporelle ou de dommage aux biens imputables à l'utilisation dans le pays où les travaux prévus par le présent contrat doivent être exécutés, de véhicules, navires ou aéronefs appartenant au Contractant ou loués par lui. Le Contractant garantit qu'une assurance analogue couvrira, pendant toute la durée des travaux, les véhicules, navires ou aéronefs appartenant aux membres étrangers du personnel du Contractant ou loués par eux et qu'ils utiliseraient dans le pays où les travaux prévus par le présent Contrat doivent être exécutés ;

(c) Le Contractant se conformera à la législation en vigueur dans le pays du gouvernement bénéficiaire qui prévoit des prestations en cas de lésion corporelle ou de décès survenant en cours d'emploi ;

(d) Le Contractant s'engage à faire figurer, aux mêmes fins, les dispositions du présent paragraphe dans tous les Contrats de sous-traitance ou contrats auxiliaires qui seraient conclus aux fins de l'exécution du présent Contrat, à l'exception des contrats de sous-traitance ou contrats auxiliaires qui concerneraient exclusivement la livraison de matériel ou de fournitures.

15. Garantie et mise hors de cause

Le Contractant garantira et mettra hors de cause et défendra à ses frais l'ONUDI, ainsi que ses fonctionnaires, agents et employés en cas de procès, revendication, action en réclamation et action en responsabilité de quelque nature que ce soit, y compris les frais et dépens découlant d'actes ou d'omissions du Contractant ou des personnes qu'il emploie ou de sous-traitants dans l'exécution des travaux prévus par le présent Contrat. La présente clause s'appliquera également aux revendications ou actions en responsabilités concernant les accidents du travail ou à celles qui découleraient de l'utilisation d'inventions ou de matériel brevetés.

16. Arbitrage

Tout litige ou revendication concernant l'interprétation ou l'application des dispositions du présent Contrat ou une violation du présent Contrat, à moins qu'il ne fasse l'objet d'un règlement par voie de négociation directe, sera réglé conformément au Règlement d'arbitrage de la CNUDCI actuellement en vigueur. Les parties seront liées par la sentence arbitrale qui sera rendue à l'issue de cet arbitrage et qu'elles considéreront comme le règlement définitif dudit litige ou de ladite revendication. Il est entendu toutefois que les dispositions du présent paragraphe ne seront pas interprétées comme signifiant, directement ou indirectement, que l'ONUDI renonce à son immunité.

17. Conflits d'intérêts

Aucun membre du personnel du Contractant affecté à des travaux prévus par le présent Contrat ne pourra exercer, directement ou indirectement, en son nom ou par l'intermédiaire d'un tiers, une activité industrielle, commerciale ou professionnelle dans le pays du gouvernement bénéficiaire, ni consentir des prêts ou faire des investissements dans le cadre d'une activité industrielle, commerciale ou professionnelle quelconque exercée dans ledit pays.

18. Obligations dont le Contractant est tenu

Dans l'exécution des travaux qu'il a à effectuer au titre du présent Contrat, le Contractant ne sollicitera ni n'acceptera d'instructions d'aucune autorité extérieure à l'ONUDI. Le Contractant s'abstiendra de tout acte qui pourrait avoir des répercussions fâcheuses pour l'ONUDI et s'acquittera de ses engagements en ayant pleinement présents à l'esprit les intérêts de l'ONUDI. A moins qu'il n'y soit autorisé par écrit par l'ONUDI, le Contractant ne devra pas rendre public, de quelque manière que ce soit, le fait qu'il exécute ou a exécuté des travaux pour l'ONUDI. Le Contractant ne devra pas non plus de quelque manière que ce soit utiliser le nom, l'emblème ou le sceau de l'ONUDI ni aucune abréviation du nom de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, dans le cadre de ses activités industrielles ou commerciales ou de toute autre manière. Le Contractant est tenu de faire preuve de la plus grande discrétion à l'égard de toute question concernant le présent Contrat. A moins que les travaux à exécuter en application du présent Contrat ne l'exigent ou qu'il n'y soit expressément autorisé par l'ONUDI, le Contractant à aucun moment ne communiquera à une personne, un gouvernement ou une autorité extérieure à l'ONUDI des renseignements qui n'ont pas été rendus publics et dont il a connaissance du fait de son association avec l'ONUDI. Le Contractant ne devra à aucun moment utiliser lesdits renseignements à son avantage. Le Contractant demeurera tenu de ces obligations même une fois que les travaux prévus par le présent Contrat auront été menés à bien ou que l'ONUDI aura résilié le présent Contrat.

19. Droits de propriété

(a) Tous les droits de propriété, y compris, à titre d'exemples et sans que cette énumération soit limitatives, les brevets, droits d'auteur et marques de fabrique ou de commerce, concernant la documentation directement liée aux travaux que le Contractant aura exécutés pour l'Organisation des Nations Unies ou l'ONUDI en vertu du présent

Contrat ou découlant desdits travaux seront acquis à l'Organisation des Nations Unies ou à l'ONUDI, selon le cas. À la demande de l'ONUDI, le Contractant fera tout le nécessaire, établira et acheminera toutes les pièces requises et prêtera son entier concours en vue de faire attester lesdits droits de propriété et de les faire transférer à l'Organisation des Nations Unies ou à l'ONUDI conformément aux prescriptions de la législation applicable ;

- (b) L'Organisation des Nations Unies ou l'ONUDI, selon le cas, conserveront tous droits de propriété sur tout matériel et toutes fournitures qu'elles auraient mis à la disposition du Contractant. Une fois que le présent Contrat aura pris fin ou que le Contractant n'aura plus besoin dudit matériel et desdites fournitures, ils devront être restitués à l'ONUDI. Lorsqu'ils seront restitués à l'ONUDI, ledit matériel et lesdites fournitures devront, sous réserve d'usure normale, se trouver dans le même état qu'au moment où l'ONUDI les a remis au Contractant.

20. Privilèges et Immunités du Contractant et des membres de son personnel

L'ONUDI s'engage à s'employer de son mieux à obtenir en faveur du Contractant et des membres de son personnel (à l'exception des membres de ce personnel qui sont ressortissants du pays et sont employés sur place) les mêmes facilités et immunités que le gouvernement a accepté d'accorder aux entrepreneurs et à leur personnel qui exécutent des travaux dans le pays pour le compte du Programme des Nations Unies pour le développement, dans la mesure où le gouvernement accorde lesdites facilités et immunités aux fonctionnaires de l'ONUDI. Ces privilèges et immunités comprendront l'exonération ou le remboursement de tout impôt, taxe, droit ou prélèvement auxquels seraient assujettis dans le pays les traitements ou salaires des membres du personnel étrangers du Contractant qui leur sont versés en rémunération des travaux prévus par le présent Contrat et auxquels seraient assujettis l'équipement, le matériel et les fournitures que le Contractant aurait introduits dans le pays aux fins des travaux prévus par le présent Contrat ou qui, après avoir été introduits dans le pays, en seraient ultérieurement retirés. Le texte des dispositions pertinentes est joint au présent Contrat dont il fait partie intégrante (Annexe B).

21. Levée des privilèges et immunités

L'ONUDI pourra renoncer à se prévaloir de toute disposition d'un accord, plan d'opération ou autre instrument auquel le gouvernement bénéficiaire est partie et par lequel le gouvernement bénéficiaire accorde des avantages au Contractant et aux membres de son personnel sous forme de facilités, privilèges, immunités ou exonérations en raison de travaux qu'ils exécutent pour l'ONUDI en vertu du présent Contrat, si l'ONUDI estime que l'immunité empêcherait la justice de suivre son cours et que cette immunité peut être levée sans compromettre la pleine exécution des travaux prévus par le présent Contrat ou sans dommage pour le Programme des Nations Unies pour le développement ou pour l'ONUDI.

22. Exonération de Taxes et Impôts

(a) En accord avec la Section 7 de la Convention sur les Privilèges et Immunités des Nations Unies et la Section 9 de la Convention sur les Privilèges et Immunités des Agences Spécialisées, qui est applicable à l'ONUDI en vertu de l'Article 21 de sa constitution, l'ONUDI est exempte de tous taxes ou impôt directes, à l'exception des taxes ou impôts pour les services publics tels que l'électricité, l'eau etc., et est exempte de toute taxe de douane et de toute charge de nature similaire en ce qui concerne les articles importés ou exportés pour son usage officiel. Dans l'éventualité où une autorité gouvernementale refuserait de reconnaître le statut d'exemption de l'ONUDI, le Contractant devra immédiatement en référer à l'ONUDI pour déterminer d'une suite à donner, satisfaisante pour les deux parties.

(b) Par conséquent, le Contractant autorise l'ONUDI de déduire des factures du Contractant tout montant qui représenterait des taxes et/ou impôts ou charges similaires, à moins que le Contractant aurait au préalable consulté l'ONUDI et aurait obtenu une autorisation expresse et spécifique au cas de figure de l'ONUDI de payer les taxes, impôts ou charge similaire sous réserve de protestation. Dans ce cas de figure le Contractant devra fournir à l'ONUDI des reçus ou preuves écrites desdits paiements ainsi que des autorisations écrites telles que définies ci-dessus

23. Travail des enfants

(a) Le Contractant garantit que ni lui-même, ni ses fournisseur ne recourent, directement ou indirectement à des pratiques quelconques qui contreviendraient aux dispositions de la Convention sur les Droits des Enfants, y compris à l'Article 32 de ladite Convention, qui, inter alia, requière que tout enfant soit protégé d'avoir à effectuer un quelconque travail qui pourrait avoir une influence négative sur son éducation ou qui serait néfaste à la santé physique ou mentale de l'enfant et/ou à son développement spirituel, moral ou social.

- (b) Tout non-respect des garanties ci-dessus autorisera l'ONUDI à résilier le présent Contrat avec effet immédiat, après notification au Contractant, et ce, sans aucune pénalité.

24. Mines

- (a) Le Contractant garantit que ni lui-même ni ses fournisseurs ne sont engagés, directement ou indirectement dans des activités de brevet, recherche, assemblage, production, commercialisation ou fabrication de mines ou de composants requises pour la fabrication de celles-ci. Le terme "Mines" désigne tout objet défini dans l'Article 2, Paragraphes 1, 4 and 5 du Protocole II annexé à la Convention sur la Prohibition et la Limitation de l'emploi de certaines Armes Classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination de 1980.
- (b) Tout non-respect des garanties ci-dessus autorisera l'ONUDI à résilier le présent Contrat avec effet immédiat, après notification au Contractant, et ce, sans aucune pénalité.

ANNEXE B

FACILITÉS, PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS DE L'ONUDI

Les membres du personnel du Contractant (à l'exception des ressortissants de l'Etat bénéficiaire qui sont employés sur le plan local) jouiront :

- (i) De l'immunité de juridiction en ce qui concerne tous les actes accomplis par eux aux fins de l'exécution des travaux prévus par le présent Contrat ;
- (ii) De l'exemption de toute obligation relative au service national ;
- (iii) De l'exemption de toutes mesures restrictives frappant l'immigration ;
- (iv) Du privilège d'introduire dans le pays des devises en montants raisonnables aux fins des travaux prévus par le présent Contrat ou pour leurs propres besoins, et de sortir du pays les sommes qui y auront ainsi été introduites ou, conformément à la réglementation des changes en vigueur, les sommes qu'ils auront reçues dans le pays à titre de rémunération de leurs services aux fins de l'exécution des travaux prévus dans le présent Contrat ;
- (v) Des mêmes facilités de rapatriement que les envoyés diplomatiques, en cas de crise internationale.

Tous les membres du personnel du Contractant jouiront de l'inviolabilité de tous documents et pièces concernant l'exécution des travaux prévus par le présent Contrat.

Le gouvernement du pays bénéficiaire exonérera toute entreprise ou organisation étrangère travaillant pour le compte de l'ONUDI ainsi que le personnel étranger de ladite entreprise ou organisation de tout impôt, taxe, droit ou prélèvement auxquels ils pourraient être assujettis ou prendra à sa charge le montant dudit impôt, taxe, droit ou prélèvement, en ce qui concerne :

- (i) Les traitements ou salaires que les membres dudit personnel auront reçus en rémunération de l'exécution des travaux prévus par le présent Contrat ;
- (ii) L'équipement, le matériel et les fournitures introduits dans le pays aux fins de travaux prévus par le présent Contrat ou qui, après avoir été introduits dans le pays, pourraient ultérieurement en être retirés ;
- (iii) Comme c'est le cas actuellement pour les experts de l'ONUDI dans le pays, les biens – y compris un véhicule automobile particulier par employé – introduits dans le pays par l'entreprise ou l'organisation ou par son personnel pour leur usage ou leur consommation propre ou qui, après avoir été introduits dans le pays, pourraient en être ultérieurement retirés au départ dudit personnel.

L'ONUDI pourra lever les privilèges et immunités mentionnés ci-dessus auxquels le Contractant et les membres de son personnel auraient droit, si elle estime que lesdits privilèges et immunités empêcheraient la justice de suivre son cours et qu'ils peuvent être levés sans compromettre la bonne exécution des travaux prévus par le présent Contrat ou sans porter préjudice aux intérêts du Programme des Nations Unies pour le développement ou de l'ONUDI.

ANNEXE 4

FORMULAIRE DE RÉPONSE À UN APPEL D'OFFRES

APPEL D'OFFRES N° 1100158517

DATE LIMITE : Mardi le 2 novembre 2021

PROJET N° 190405

RESPONSABLE : Natalie Maabdi

Prière de compléter ce formulaire et de le retourner

DANS LES TROIS (3) JOURS à l'ONUDI

par courrier électronique à l'adresse suivante : N.Maabdi@unido.org

A: Nous ferons une offre :

le : _____ Nom de la Société : _____
(Date)

Signature : _____

B: Nous pourrions faire une offre et vous aviserons

le : _____ Nom de la Société : _____
(Date)

Signature : _____

C: Nous ne ferons pas d'offre pour les raisons suivantes :

notre charge de travail actuelle ne nous permet pas d'accepter une tâche supplémentaire en ce moment ;

nous n'avons pas la compétence exigée pour ce projet particulier ;

temps insuffisant pour élaborer une offre appropriée ;

nous considérons que les sommes allouées ne sont pas suffisantes pour mener à bien le travail demandé ;

autre (précisez)

Nom de la Société : _____

Signature : _____